

# **I.CERAM**

Société anonyme

1, rue Columbia

87000 Limoges

---

## **Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

## I.CERAM

Société anonyme

1, rue Columbia

87000 Limoges

---

## Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

---

A l'assemblée générale de la société I.CERAM,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société I.CERAM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Société par actions simplifiée au capital de 2 188 160 €  
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre d'Ile-de-France  
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre  
572 028 041 RCS Nanterre  
TVA : FR 02 572 028 041

## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur la valorisation des stocks.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

## **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

## Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-

détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La-Défense, le 28 avril 2021

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

The image shows a blue shield logo with a white checkmark inside, followed by a handwritten signature in black ink that reads "Aidan".

Albert AIDAN



**SA I.CERAM**

PARC D ESTER  
1 RUE COLUMBIA  
87068 LIMOGES CEDEX

COMPTES ANNUELS

du 01/01/2020 au 31/12/2020

**Activité : Fabrication appareils médicochirurgicaux**

# BILAN (en Euros)

<b>ACTIF</b>	31/12/20		31/12/19	
	Brut	Amort.prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (0)				
<b>Actif immobilisé</b>				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Recherche et développement	74 449	74 449	-	-
Concessions, brevets, droits similaires	679 883	376 798	303 085	344 301
Fonds commercial	10 000	-	10 000	10 000
Autres Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-
Constructions	137 780	67 212	70 568	77 913
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 768 210	1 327 204	441 006	704 710
Autres immobilisations corporelles	530 716	300 652	230 064	281 940
Immobilisations en cours	658 669	67 951	590 719	568 827
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	5 000	-	5 000	1 650
Participations évaluées selon mise en équivalence	-	-	-	-
Autres participations	786 871	396 564	390 307	448 810
Créances rattachées à des participations	755 672	198 469	557 203	461 523
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	14 850
Autres immobilisations financières	14 613	-	14 613	14 613
<b>TOTAL (I)</b>	<b>5 421 863</b>	<b>2 809 299</b>	<b>2 612 565</b>	<b>2 929 137</b>
<b>Actif circulant</b>				
Matières premières, approvisionnements	171 038	-	171 038	161 650
En-cours de production de biens	846 174	-	846 174	795 520
En-cours de production de services	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	1 109 671	227 487	882 184	937 338
Marchandises	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	27 455	-	27 455	33 855
Clients et comptes rattachés	303 386	537	302 849	398 288
Autres créances	-	-	-	-
- Fournisseurs débiteurs	1	-	1	529
- Personnel	2 200	-	2 200	4 740
- Organismes sociaux	-	-	-	-
- Etat, subventions à recevoir	26 769	-	26 769	-
- Opérations particulières avec l'Etat	3 399	-	3 399	-
- Etat, impôts sur les bénéfices	260 640	-	260 640	430 000
- Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	130 031	-	130 031	125 362
- Autres	239 703	-	239 703	276 572
Capital souscrit et appelé, non versé	-	-	-	-
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	131 570	-	131 570	106 962
Instrument de trésorerie	-	-	-	-
Charges constatées d'avance	105 218	-	105 218	143 058
<b>TOTAL (II)</b>	<b>3 357 256</b>	<b>228 025</b>	<b>3 129 231</b>	<b>3 413 874</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des obligations (IV)	-	-	-	-
Ecarts de conversion actif (V)	-	-	-	-
<b>TOTAL ACTIF (0 à V)</b>	<b>8 779 119</b>	<b>3 037 323</b>	<b>5 741 796</b>	<b>6 343 011</b>

# BILAN (en Euros)

## PASSIF

31/12/20

31/12/19

	31/12/20	31/12/19
<b>Capitaux Propres</b>		
Capital social ou individuel (dont versé : 590 914,30)	590 914	590 914
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	3 919 948	6 725 074
Ecart de réévaluation	-	-
Réserve légale	22 515	22 515
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves réglementées	-	-
Autres réserves	-	-
Report à nouveau	-	-
Résultat de l'exercice	(1 372 130)	(2 805 127)
Subventions d'investissement	162 919	45 041
Provisions réglementées	-	-
Résultat de l'exercice précédent à affecter	-	-
<b>TOTAL (I)</b>	<b>3 324 166</b>	<b>4 578 417</b>
<b>Produits des émissions de titres participatifs</b>		
Produits des émissions de titres participatifs	-	-
Avances conditionnées	-	-
<b>TOTAL (II)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>		
Provisions pour risques	-	4 407
Provisions pour charges	-	-
<b>TOTAL (III)</b>	<b>0</b>	<b>4 407</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
- Emprunts	917 079	610 496
- Découverts, concours bancaires	-	-
Emprunts et dettes financières diverses		
- Divers	163 274	168 778
- Associés	91 330	76 268
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	592 243	532 448
Dettes fiscales et sociales		
- Personnel	206 760	146 322
- Organismes sociaux	315 815	109 821
- Etat, Impôts et taxes recouvrables sur des tiers	5 539	4 794
- Etat, impôts sur les bénéfices	-	-
- Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	-	-
- Etat, obligations cautionnées	-	-
- Autres impôts, taxes et assimilées	24 773	27 749
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	77 002	77 002
Autres dettes	7 994	6 509
Instrument de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	15 819	-
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>2 417 629</b>	<b>1 760 186</b>
<b>Ecart de conversion passif (V)</b>		
<b>TOTAL PASSIF (I à V)</b>	<b>5 741 796</b>	<b>6 343 011</b>

# COMPTE DE RESULTAT (en Euros)

31/12/20

31/12/19

	France	Exportations	Total	Total
Ventes de marchandises	10 555		10 555	15 474
Production vendue biens	1 259 331	213 685	1 473 015	1 533 007
Production vendue services	53 023		53 023	74 029
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>1 322 909</b>	<b>213 685</b>	<b>1 536 594</b>	<b>1 622 511</b>
Production stockée			(967)	(148 401)
Production immobilisée			22 003	54 324
Subventions d'exploitation			66 635	5 000
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			29 548	61 800
Autres produits			169	200
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>1 653 982</b>	<b>1 595 433</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			4 696	9 984
Variation de stock (marchandises)			-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements			477 401	535 605
Variation de stock (matières premières et autres approv.)			(9 389)	40 443
Autres achats et charges externes			1 249 442	1 556 147
Impôts, taxes et versements assimilés			49 735	74 289
Salaires et traitements			859 021	1 188 549
Charges sociales			243 037	357 452
Dotations aux amortissements sur immobilisations			399 568	387 063
Dotations aux provisions sur immobilisations			22 268	77 444
Dotations aux provisions sur actif circulant			3 533	38 816
Dotations aux provisions pour risques et charges			-	-
Autres charges			43 669	78 805
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>			<b>3 342 983</b>	<b>4 344 596</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>(1 689 001)</b>	<b>(2 749 163)</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			-	-
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			-	-
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			-	-
Produits financiers de participations			7 661	11 101
Produits des autres valeurs mobilières et créances			482	-
Autres intérêts et produits assimilés			163	494
Reprises sur provisions et transferts de charges			96	71 504
Différences positives de change			-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			30 326	-
<b>Total des produits financiers (V)</b>			<b>38 729</b>	<b>83 098</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions			65 158	267 375
Intérêts et charges assimilées			6 723	5 804
Différences négatives de change			-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			34 453	116 229
<b>Total des charges financières (VI)</b>			<b>106 334</b>	<b>389 407</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>			<b>(67 606)</b>	<b>(306 309)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)</b>			<b>(1 756 607)</b>	<b>(3 055 472)</b>

## COMPTE DE RESULTAT (SUITE) (en Euros)

	31/12/20	31/12/19
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	20 657	5 867
Produits exceptionnels sur opérations en capital	102 493	24 228
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	24 357
<b>Total des produits exceptionnels (VII)</b>	<b>123 151</b>	<b>54 452</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 775	2 459
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	21 942	36 959
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-	4 407
<b>Total des charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>28 716</b>	<b>43 825</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>94 434</b>	<b>10 628</b>
Participation des salariés (IX)	-	-
Impôts sur les bénéfices (X)	(290 043)	(239 718)
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>	<b>1 815 861</b>	<b>1 732 984</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>3 187 991</b>	<b>4 538 110</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>(1 372 130)</b>	<b>(2 805 127)</b>
Dont Crédit-bail mobilier	117 582	247 683
Dont Crédit-bail immobilier	-	-

## **ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS**

---

Au bilan de l'exercice clos le 31/12/2020 le total avant répartition est de 5 741 795,76 euros.

Au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2020 le résultat constaté est de -1 372 129,65 euros.

Ce résultat est présenté sous forme de liste.

L'exercice a eu une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

## **SOMMAIRE**

### **1. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

- 1.1 Règles et méthodes comptables
- 1.2 Continuité d'exploitation
- 1.3 Informations complémentaires pour donner une image fidèle

### **2. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**

- 2.1 Etat des immobilisations
- 2.2 Etat des amortissements
- 2.3 Etat des provisions
- 2.4 Etat des échéances des créances et des dettes
- 2.5 Parties liées
- 2.6 Fonds commercial
- 2.7 Produits et avoirs à recevoir
- 2.8 Charges à payer et avoirs à établir
- 2.9 Charges et produits constatés d'avance
- 2.10 Composition du capital social
- 2.11 Ventilation du chiffre d'affaires net
- 2.12 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

### **3. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS**

- 3.1 Engagements financiers
- 3.2 Rémunérations des dirigeants
- 3.3 Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- 3.4 Effectif moyen
- 3.5 Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés
- 3.6 Liste des filiales et participations

## **1. Règles et méthodes comptables**

### **1.1 Règles et méthodes comptables :**

Les comptes annuels d' I.Ceram clos au 31 décembre 2020 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France et notamment le plan comptable général, le règlement de l'ANC n° 2016-07 du 04 novembre 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
  - Permanence des méthodes comptables d'un exercice,
- Indépendance des exercices.

### **1.2 Continuité d'exploitation :**

Depuis sa création, la société a financé ses activités et en particulier sa recherche et son développement au moyen de trois augmentations de capital et du crédit d'impôt recherche, le financement de son outil de production par des subventions, emprunts et avances remboursables. Depuis 2015, la société a continué à procéder avec succès aux implantations sur des pathologies dont nous représentons parfois l'ultime solution grâce à notre technologie Ceramil.

Notre technologie est désormais reconnue par un Think Tank Santé comme une innovation médicale majeure qui ouvre une voie nouvelle dans le traitement des infections osseuses et dans la chirurgie oncologique. Parallèlement, les implantations cliniques avec cette technologie ont bénéficié d'articles parus dans des revues scientifiques de premier plan.

À ce jour, la Société par le développement de ses céramiques poreuses chargées ou non en molécules actives, continue sa stratégie de développement sur des marchés actuellement non pourvus, à coût de santé public élevé pour le traitement de ces pathologies qui se compte par plusieurs centaines de milliers d'euros.

La crise sanitaire évolutive de la Covid-19 a obligé la France à procéder à un troisième confinement à compter du 03 avril 2021 avec un couvre feu qui est toujours en vigueur à cette date.

Dans ce contexte d'incertitude une reprise de l'activité sans restriction et à un niveau similaire à la période pré-Covid-19 ne peut être envisagée. La Société a mis à jours ses prévisions de trésorerie sur la base de prévisions d'activités en légère croissance par rapport à l'exercice 2020 et de la poursuite des efforts en matière de réduction des dépenses.

Pour financer l'activité et développer la stratégie de recherche et le développement commercial de la société au cours des douze prochains mois, la direction a engagé des discussions avec ses partenaires bancaires afin d'obtenir un Prêt Garanti par l'Etat (PGE) en tant qu'entreprise innovante (basé sur la masse salariale contrairement au PGE obtenu en juin 2020 basé sur le chiffre d'affaires).

Cet apport de trésorerie est intégré dans les prévisions de trésorerie à hauteur de 1,036 millions d'euros. Les pré-accords ont été obtenus par la Société auprès de la Caisse d'Epargne et de la BPI.

Enfin, la société ne s'interdit pas d'étudier des options de financement (dette, capital, restructuration) afin d'adapter à moyen terme sa structure financière à ses besoins.

Sur cette base, la direction a arrêté les comptes en application du principe de continuité d'exploitation.

### 1.3 Informations complémentaires pour donner une image fidèle :

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

#### ***IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES***

##### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- les frais de recherche et développement répondant aux critères d'activation dès lors qu'aucune demande au titre du crédit d'impôt recherche n'a été demandé pour les dites dépenses. Dans le cas contraire (constitutives de l'essentiel des dépenses engagées), les dépenses restent en charge,
- les logiciels,
- le fonds de commerce.

Les frais de recherche et développement sont amortis sur 7 années.

Des provisions sont constituées s'il est identifié un risque sur l'utilisation des brevets concernés.

Les logiciels sont amortis de 1 à 3 années.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis, dès lors qu'ils ne portent pas sur une durée définis d'utilisation. Ils font par contre l'objet d'une provision, dès qu'un risque est identifié concernant le maintien de l'activité correspondante.

##### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts nécessaires à l'acquisition de ces immobilisations ne sont pas pris en compte dans la détermination du coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- |  |            |
|--|------------|
| - Matériels et outillages industriels    | 2 à 5 ans  |
| - Installations générales et agencements | 5 à 10 ans |
| - Matériels de transport                 | 3 à 5 ans  |
| - Matériels de bureau                    | 3 à 10 ans |
| - Mobilier                               | 5 à 10 ans |

Dépréciation des actifs :

Les immobilisations doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier la présence d'un indice de perte de valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

*Indices externes :*

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif),
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, intervenus au cours de l'exercice ou dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu,
- Les changements normatifs.

*Indices internes :*

- Existence d'un indice d'obsolescence ou dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement,
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif,
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions,
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Ces tests ont démontrés que les ancillaires présents dans les immobilisations en-cours depuis 3 ans sont dépréciés à hauteur de 25 %. Une dépréciation complémentaire de 25 % par an sera effectuée par année de présence dans les immobilisations en-cours jusqu'à atteindre une dépréciation de 100 %.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées :

- De titres de I.CERAM détenus en autocontrôle
- De titres de la société I.CERAM SRO, détenue à 95%
- De titres de la société I.CERAM PT, détenue à 100%
- De titres de la société I.CERAM U.F., détenue à 100%
- De titres de la société LIMOUSINE DE BREVET, détenue à 95%
- De titres de la société I.CERAM SOUTH AFRICA, détenue à 33 1/3%
- De titres de la société ADDIDREAM, détenue à 49%
- De titres de la société DUSSARTRE, détenue à 41,18%
- Des titres d'autocontrôles
- De dépôts de garanties
- De créances rattachées aux participations

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

## ***STOCKS***

Les stocks de matières premières sont évalués au coût d'achat.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant :

- les consommations,
- les charges directes et indirectes de production,
- les amortissements des biens concourant à la production.

Les en-cours de production sont évalués en fonction du stade d'achèvement à la date d'inventaire.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêtés des comptes, selon que :

- la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus serait supérieure à la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente,
- des produits finis non vendus seraient devenus obsolètes par rapport au marché,
- les produits ne seraient plus autorisés sur le marché,
  - les possibilités de vente des produits finis ou des marchandises, ou que les possibilités de consommation des matières premières seraient devenues faibles.

Les impacts liés à d'éventuels dépassements de dates de péremption sont considérés après étude comme marginaux en termes de risque de dépréciation, la plupart de ces produits pouvant être remis dans le circuit de production et le circuit de commercialisation après une re-stérilisation.

## ***CREANCES ET DETTES***

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## **CHIFFRE D'AFFAIRES**

En règle générale, les produits sont mis en prêt sur une période maximale de 30 jours auprès de clients occasionnels alors que pour les clients réguliers ils sont mis en dépôts permanent.

Les clients utiliseront, à l'intérieur des « kits » mis à disposition, les produits adaptés à l'opération envisagée.

Seuls les produits commandés ou effectivement implantés sur les patients sont facturés sur la base de la déclaration d'utilisation faite par le client.

Un inventaire pour contrôle des stocks en dépôt est effectué de façon périodique. L'écart constaté lui est facturé.

Le chiffre d'affaires se décompose comme suit :

1. Les « Ventes de marchandises » correspond à la vente d'implants orthopédiques de négoce auprès de chirurgiens exerçant en bloc opératoire.
2. La « Production vendue de biens » correspond aux ventes d'implants orthopédiques vendus sous la marque I.Ceram auprès de chirurgiens exerçant en bloc opératoire.
3. La « Production vendue de services » est principalement constituée de prestations liées à des commissions sur le chiffre d'affaire de négoce non facturées en direct par la société.

## **RESULTAT EXCEPTIONNEL**

Les éléments exceptionnels hors activités ordinaires constituent le résultat exceptionnel.

Des charges et des produits exceptionnels ont été comptabilisés sur l'exercice selon le détail suivant :

- Un produit lié à une subvention d'investissement pour 70 470,04 €,
- Un produit de 32 023,31 € lié aux cessions d'immobilisations corporelles diminué d'une valeur nette comptable de 21 941,64 €,
- Des amendes diverses pour 6 774,69 €,
- Des profits sur des dettes devenues inexigibles pour 20 657,27 €.

## ***DEPENSES DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT / CREDIT IMPOT RECHERCHE***

Le Groupe I.Ceram a fait le choix de comptabiliser l'ensemble des dépenses de recherche et développement en charges.

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt recherche (CIR).

Le CIR est calculé par année civile et s'impute, le cas échéant, sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise.

Le CIR afférent à 2020 a été comptabilisé à la clôture de l'exercice pour un montant de 260 640 €.

Cependant le compte de résultat fait apparaître un montant de 290 043 €. La différence résulte d'un complément de remboursement pour 18 248 € et 11 155 € pour respectivement les années 2018 et 2019.

L'entreprise, ne payant actuellement aucun impôt sur les sociétés, demande le remboursement du CIR.

## Evènements significatifs de l'exercice

---

### Eléments relatifs à l'exploitation :

#### **Poursuite des activités en matière de recherche et développement de nouveaux produits**

La société a continué les travaux de recherche entrepris sur de nouvelles technologies et produits, avec le concours d'un comité scientifique. Il est composé de chirurgiens et de spécialistes issus des établissements de santé publics et privés.

Les implants Ceramil chargés en antibiotiques ont été reconnus comme une innovation médicale par un Think Tank Santé.

De nouvelles publications scientifiques ont confirmé l'efficacité des implants Ceramil chargés en antibiotiques. Il s'agit tout d'abord de la revue scientifique « Clinical Microbiology and Infection » qui a publié un article sur la capacité des implants en céramiques chargés en antibiotiques à surpasser les résistances bactériennes ; puis le « Journal of Thoracic Diseases » qui a rapporté l'intérêt du sternum en céramique chargé en antibiotiques à travers les cas cliniques de quatre patients ayant bénéficiés de cette technologie.

La Société Chimique de France a récompensé la société pour ses travaux menés sur les implants en céramique chargés en antibiotiques ainsi que le projet de recherche concernant la protection des implants contre les infections sur le long terme par son prix « Chimie industrielle 2019 ».

#### **Report des échéances**

La société a obtenu le report de 6 mois de ses échéances de crédit-bail pour 96 924,54 € ainsi que ceux de la BPI pour 94 240,30 €.

Elle a également obtenu le report des échéances de l'URSSAF depuis mi-mars pour 218 361,96 €.

#### **Financement**

La société a obtenu un PGE auprès de sa banque pour 405 627 €.

Les crédits-baux ont été renégociés sur la durée maximale possible de 7 ans sur l'ensemble des contrats.

### **Evènements postérieurs à la clôture**

La Société a obtenu 1,036 millions d'euros au titre d'un PGE complémentaire en tant qu'entreprise innovante. La Société a donc utilisé un total de 1,442 millions d'euros à ce titre sachant qu'elle est éligible pour 2 fois sa masse salariale de 2019 soit un maximum de 2,210 millions d'euros.

## 2. Complément d'informations relatif au bilan et au compte de résultat

### 2.1 Etat des immobilisations (en Euros)

Valeur brute des immobilisations	Début d'exercice	Augmentation	Reclassement	Diminution	Fin d'exercice
Frais de recherche et de développement	74 449				74 449
Concessions, brevets et droits similaires	679 883				679 883
Fonds commercial	10 000				10 000
Constructions	133 260	4 521			137 780
Inst. tech., matériels et out. industriels	1 774 939	6 174		12 902	1 768 210
Inst. générales, agencements, aménagements divers	198 149				198 149
Matériels de transport	211 572	46 000		53 690	203 883
Autres immobilisations corporelles	128 010	674			128 684
Immobilisations corporelles en cours	638 317	27 003		1 650	663 669
Immobilisations financières	1 469 767	215 647		128 258	1 557 156
<b>TOTAL</b>	<b>5 318 345</b>	<b>300 019</b>	<b>-</b>	<b>196 500</b>	<b>5 421 863</b>

### 2.2 Etat des amortissements (en Euros)

Valeur des amortissements	Début d'exercice	Augmentation	Reclassement	Diminution	Fin d'exercice
Frais de recherche et de développement	74 449				74 449
Concessions, brevets et droits similaires	135 581	41 216			176 798
Fonds commercial					
Constructions	55 346	11 865			67 212
Inst. tech., matériels et out. industriels	1 070 229	269 877		12 902	1 327 204
Inst. générales, agencements, aménagements divers	71 621	19 815			91 436
Matériels de transport	82 712	43 513		31 748	94 477
Autres immobilisations corporelles	101 459	13 281			114 739
Immobilisations corporelles en cours					
Immobilisations financières					
<b>TOTAL</b>	<b>1 591 397</b>	<b>399 568</b>	<b>-</b>	<b>44 651</b>	<b>1 946 314</b>

### 2.3 Etat des provisions (en Euros)

Valeur des provisions	Début d'exercice	Augmentation	Reclassement	Diminution	Fin d'exercice
Amortissements dérogatoires					
Dont majoration exceptionnelle de 30%					
Autres provisions réglementées					
Pour risques et charges	4 407			4 407	-
Sur immobilisations	797 811	87 427		22 253	862 984
Sur stocks et en-cours	223 954	3 533			227 487
Sur clients et comptes rattachés	604			67	537
Autres dépréciations					
<b>TOTAL</b>	<b>1 026 777</b>	<b>90 960</b>	<b>-</b>	<b>26 728</b>	<b>1 091 009</b>

## 2.4 Etat des échéances des créances et des dettes (en Euros)

Etat des créances	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	755 672		755 672
Prêts	-		
Autres immobilisations financières	14 613		14 613
Clients douteux ou litigieux	567	567	
Autres créances clients	302 820	302 820	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2 200	2 200	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	-	-	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Etat, subventions à recevoir	26 769	26 769	
- Opérations particulières avec l'Etat	3 399	3 399	
- Impôts sur les bénéfices	260 640	260 640	
- TVA	130 031	130 031	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupes et associés			
Débiteurs divers	239 704	239 704	
Charges constatées d'avance	105 218	39 372	65 847
<b>TOTAL</b>	<b>1 841 633</b>	<b>1 005 501</b>	<b>836 132</b>
Montant des prêts accordés dans l'exercice	-		
Remboursements des prêts dans l'exercice	14 850		
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à un an maximum	-	-		
- plus d'un an	917 079	189 562	727 518	
Emprunts et dettes financières divers	163 274	158 774	4 500	
Fournisseurs et comptes rattachés	592 243	592 243		
Personnel et comptes rattachés	206 760	206 760		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	315 815	315 815		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Etat, Impôts et taxes recouvrables sur des tiers	5 539	5 539		
- Impôts sur les bénéfices	-	-		
- TVA	-	-		
- Obligations cautionnées	-	-		
- Autres impôts et taxes	24 773	24 773		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	77 002	77 002		
Groupe et associés	91 330	2 070	89 260	
Autres dettes	7 994	7 994		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	15 819		15 819	
<b>TOTAL</b>	<b>2 417 629</b>	<b>1 580 532</b>	<b>837 097</b>	<b>-</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice	407 521			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	100 938			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

## 2.5 Parties liées (en Euros)

31/12/19

DUSSARTRE

ADDIDREAM

I.CERAM AFRIQUE  
DU SUD

INVESTISSEMENT  
DEVELOPPEMENT

COMPTES COURANTS BLOQUES

AVANCES (CONVENTIONS TRESORERIE, COMPTES FOURNISSEURS ET CLIENTS)

COMPTES COURANTS ASSOCIES

TOTAL

39 489

265 406

52 138

234 812

31/12/20

DUSSARTRE

ADDIDREAM

I.CERAM AFRIQUE  
DU SUD

INVESTISSEMENT  
DEVELOPPEMENT

COMPTES COURANTS BLOQUES

AVANCES (CONVENTION TRESORERIES, COMPTES FOURNISSEURS ET CLIENTS)

COMPTES COURANTS ASSOCIES

TOTAL

33 683

287 343

51 536

151 143

## 2.6 Fonds commercial (en Euros)

Fonds commercial

ACHETES

REEVALUES

RECUS EN APPORT

MONTANT

I.CERAM SRO - REPUBLIQUE TCHEQUE

10 000

10 000

TOTAL

10 000

-

-

10 000

## 2.7 Produits et avoirs à recevoir (en Euros)

MONTANT DES PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	7 297
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances (dont avoir à recevoir : 0,00 )	(0)
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
<b>TOTAL</b>	<b>7 297</b>

## 2.8 Charges à payer et avoirs à établir (en Euros)

MONTANT DES CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 894
Emprunts et dettes financières divers	1 004
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	133 362
Dettes fiscales et sociales	287 789
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoir à établir : )	-
<b>TOTAL</b>	<b>424 050</b>

## 2.9 Charges et produits constatés d'avance (en Euros)

REPARTITION DES MONTANTS DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	CHARGES	PRODUITS
Charges / Produits d'exploitation	105 218	15 819
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>105 218</b>	<b>15 819</b>

## 2.10 Composition du capital social (en Euros)

EVENEMENTS LIES AU CAPITAL SOCIAL	NOMBRE	VALEUR NOMINALE
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	5 909 143	0,10
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice	5 909 143	0,10

## 2.11 Ventilation du chiffre d'affaires net (en Euros)

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE	MONTANT
Ventes de marchandises	10 555
Ventes de produits finis	1 473 015
Prestations de services	53 023
<b>TOTAL</b>	<b>1 536 594</b>

REPARTITION PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE	MONTANT
France	1 322 909
Etranger	213 685
<b>TOTAL</b>	<b>1 536 594</b>

## 2.12 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (en Euros)

REPARTITION DU RESULTAT ET IMPOT SUR LES BENEFICES	RESULTAT AVANT IMPOTS	IMPOTS
Résultat courant	(1 756 607)	-
Résultat exceptionnel (et participation)	94 434	-
Impôts sur les bénéfices (CII-CIR)	-	290 043
Résultat comptable	(1 372 130)	-

### 3. Engagements financiers et autres informations

## 3.1 Engagements financiers (en Euros)

### ENGAGEMENTS DONNES

### MONTANT

Crédits baux mobiliers	1 222 656
Avals et cautions	
Nantissement du fonds de commerce	
Autres engagements donnés	630 000

**TOTAL 1 852 656**

Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	630 000
Dont engagements assortis de sûretés réelles	1 222 656

### ENGAGEMENTS RECUS

### MONTANT

Avals, cautions et garanties	
Autres engagements reçus	

**TOTAL -**

Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
- BPI	

### ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL

### MONTANT

Valeur des biens pris en crédit-bail au moment de la signature du contrat	1 572 000
Montant des redevances afférentes à l'exercice ainsi que le montant cumulé des redevances des exercices précédents	872 823
Dotations aux amortissements qui auraient été enregistrées pour ces biens au titre de l'exercice clos s'ils avaient été acquis par l'entité ainsi que le montant cumulé des amortissements qui auraient été acquis par l'entité ainsi que le montant cumulé des amortissements qui auraient été effectués au titre des exercices précédents	1 158 400
Evaluation des redevances restantes à payer ainsi que du prix d'achat résiduel de ces biens stipulés aux contrats	490 068
	<i>Dont à moins d'un an</i> 135 252
	<i>Dont à plus d'un an et moins de 5 ans</i> 339 096
	<i>Dont prix d'achat résiduel au terme</i> 15 720

### 3.2 Rémunérations des dirigeants (en Euros)

MONTANT

REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES :

- des organes d'administration (jetons de présence)
- des organes de direction
- des organes de surveillance

28 500

115 800

**TOTAL**

**144 300**

### 3.3 Honoraires des Commissaires Aux Comptes (en Euros)

MONTANT

- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services

37 598

**TOTAL**

**37 598**

### 3.4 Effectif moyen temps plein

Personnel salarié

Personnel mis à disposition

- Cadres
- Agents de maîtrise
- Employés
- Ouvriers

7

2

10

16

**TOTAL**

**35**

**0**

### 3.5 Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés (en Euros)

	DIRIGEANTS	AUTRES	PROVISIONS
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité	7 697	13 297	
<b>TOTAL</b>	<b>7 697</b>	<b>13 297</b>	<b>-</b>

Le montant du paiement des engagements futurs correspond aux avantages accordés aux salariés. Il est évalué selon une méthode actuarielle, en prenant des hypothèses concernant :

- l'évolution des salaires,
- l'âge de départ à la retraite,
- la mortalité.

Cette évaluation est ramenée à sa valeur actuelle. Ces engagements s'élevaient au 31 décembre 2020 à 20 995 €.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- o Année de calcul : 2020
- o Taux d'actualisation : 0,70 %
- o Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- o Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans
- o Convention collective : Métallurgie
- o Table de mortalité : TPRV 93

Le salarié qui partira en retraite, de son initiative ou de celle de l'employeur à un âge égal ou supérieur à 62 ans, recevra une indemnité de départ à la retraite dont le taux et les modalités sont fixés comme suit (application de la convention collective de la Métallurgie) :

- 1/10ème de mois par année d'ancienneté de 2 à 10 ans
- 1 mois 1/2 après 10 ans
- 2 mois après 15 ans
- 2 mois 1/2 après 20 ans
- 3 mois après 25 ans
- 3 mois 1/2 après 30 ans
- 4 mois après 35 ans

Il n'est pas tenu compte de la présence postérieure au 62<sup>ème</sup> anniversaire.

### 3.6 Tableaux des filiales et participations (en Euros)

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par la Société	Cautions et avals donnés par la Société	CA HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex.
<b>A - Renseignements détaillés concernant les filiales et participations</b>										
Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
I.CERAM SRO - REPUBLIQUE TCHEQUE	36 994	(47 725)	100	2 500	-	96 875	-	6 004	(2 155)	
LIMOUSINE BREVET	4 000	73 727	95	191 800	6 393	-	-	12 729	13 223	
I.CERAM PORTUGAL	50 000	(140 565)	100	50 000	-	101 594	-	-	(10 146)	
I.CERAM U.F	100 000	(38 660)	100	100 000	100 000	165 350	-	-	(65 118)	
Filiales (10 à 50% du capital détenu)										
ADDIDREAM	336 000	(443 369)	49	164 640	164 640	282 490	900 000	182 461	(107 230)	
I.CERAM AFRIQUE DU SUD	60 000	(27 773)	33,1/3	20 000	20 000	38 581	-	60 059	(11 945)	
DUSSARTRE	17 000	4 535	41	7 000	7 000	33 161	-	294 598	(5 018)	
<b>B - Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations</b>										
Filiales non reprises en A										
a) Françaises										
b) Etrangères										
Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
a) Françaises										
b) Etrangères										